



À l'agenda

Foire à la brocante sur la place de l'Enfer. Vingt-cinq professionnels vendent leurs produits de 9 h à 19 h ce jeudi.

L'ÉTÉ EN SÉRIE

À découvrir sur letelegramme.fr



Douarnenez

La rédaction de Douarnenez
09 69 36 05 29, n°lecteur (prix d'un appel local)
douarnenez@letelegramme.fr
3, rue Emile-Zola
[@letelegramme.douarnenez](https://www.letelegramme.fr/douarnenez)

Contactez-nous

Une extension de porcherie à Pouldergat inquiète

Le Gaec d'élevage porcin de Croas Kerlivit, à Pouldergat, a fait une demande d'extension de son cheptel de porcs label rouge. La mairie a rendu un avis dans lequel elle souligne notamment l'absence d'aide vers une transition écologique des élevages. Les associations, de leur côté, s'inquiètent.

Loeiza Larvor

● C'est une porcherie qui existe dans le paysage pouldergatois depuis plusieurs générations. Aujourd'hui, Cédric Kervarec souhaite agrandir sa production de porcs label rouge. Selon le dossier de demande d'enregistrement disponible sur le site de la préfecture, le Gaec produit actuellement 2 700 porcelets et 2 650 porcs charcutiers par an et il souhaite produire, après l'extension, 3 476 porcelets, 3 340 porcs charcutiers et 36 cochettes par an. Un agrandissement qui inquiète les associations écologistes comme Baie de Douarnenez Environnement et Eau et Rivières de Bretagne. Elles pointent notamment les pollutions de nitrates, responsables, pour grande partie, des marées vertes chaque été.

L'incohérence de la procédure

Le conseil municipal de Pouldergat a rendu son avis à la préfecture mardi. Il pointe notamment l'incohérence du calendrier pour une demande d'autorisation d'extension. Cédric Kervarec a obtenu le permis de construire de son bâtiment devant recevoir les cochons avant même l'autorisation d'agrandir son

cheptel. « Le permis de construire engendre des coûts élevés pour l'exploitant, et accorder un permis de construire sans le permis d'exploiter c'est engendrer un préjudice important pour l'éleveur. À l'inverse, accorder un permis d'exploiter en refusant les moyens à l'agriculteur n'a aucun sens. Ne faut-il pas revoir l'ensemble de la procédure pour lui accorder une cohérence afin de mieux répondre aux attentes des différents intervenants, mairie, agriculteurs, publics

« Nous rappelons que cette "petite" exploitation va produire 3 340 porcs par an sur caillebotis, sans paille et sans plein air ».

LES ASSOCIATIONS ÉCOLOGISTES BAIE DE DOUARNENEZ ENVIRONNEMENT ET EAU ET RIVIÈRES DE BRETAGNE

et organismes concernés ? », s'interroge Henri Savina, maire de la commune.



L'extension permettrait d'accueillir plus de 3 000 porcs par an. (Photo d'illustration) Le Télégramme/Claude Prigent

Une pollution

du bassin-versant de la baie

Sur les enjeux environnementaux, le conseil regrette « que la politique agricole, à tous les échelons, n'active pas tous les leviers possibles incitant les jeunes agriculteurs qui s'installent ou reprennent l'exploitation familiale à aller, non pas vers des projets d'extension, mais vers des projets de transition menant à des productions raisonnées de plein air et/ou biologique ». Il ajoute : « Cela est d'autant plus nécessaire dans les territoires comme le bassin-versant de la baie de Douarnenez où la pollution de l'eau est un problème non résolu à ce jour ». C'est cette pollution aux nitrates qui inquiète les associations écologistes

Baie de Douarnenez Environnement (BDZE) et Eau et Rivières de Bretagne. Ces dernières ont écrit une lettre à la préfecture lui demandant de refuser le projet d'extension.

« Nous sommes conscients de l'aspect "familial" du dossier d'extension d'élevage porcin de Kerlivit à Pouldergat, commence Jean Hascoët, de BDZE. Nous savons aussi que cette exploitation est en label rouge. Mais nous rappelons que cette "petite" exploitation va produire 3 340 porcs par an sur caillebotis, sans paille et sans plein air, avec une ration alimentaire basée sur l'importation de soja OGM venu du Brésil où la forêt amazonienne disparaît pour la culture du soja ».

Demande d'une rencontre

Les associations demandent l'organisation d'une rencontre avec les décideurs politiques, les représentants du groupe Triskalia (responsable du suivi de l'élevage et de l'approvisionnement en aliment) et les porteurs du projet. Jean Hascoët conclut : « Nous pensons que la détresse du monde agricole qui se manifeste par un taux de suicide supérieur à la moyenne nationale est due à l'immobilisme des pouvoirs publics qui n'ont pas le courage de dire non à un modèle d'agriculture qui fait disparaître les exploitations et broie les destins individuels au profit d'un système d'élevage industriel qui ne respecte pas le vivant ».